

André Parthenay, président de la communauté de communes du Pays-Haut – Val d’Alzette

by Le Moniteur - lundi, novembre 09, 2009

<http://correspondances.fr/andre-parthenay-president-de-la-communaute-de-communes-du-pays-haut-val-dalzette/>

« Les acteurs locaux ont besoin de l’Etat français, face au Luxembourg »

Après la visite de Nicolas Sarkozy en Lorraine, espérez-vous des suites concrètes à l’inscription de l’Eco-Cité Alzette-Belval parmi les Opérations d’intérêt national (OIN) ?

L’OIN prolonge le grand projet conduit depuis 2005 par les collectivités locales, l’agence d’urbanisme Agape, les services de l’Etat, l’EPF Lorraine et nos partenaires luxembourgeois, pour urbaniser une friche industrielle frontalière d’un millier d’ha à cheval sur la Moselle et la Meurthe-et-Moselle. Les acteurs locaux ont besoin de la force de l’Etat français pour peser face au Luxembourg. Grâce à l’OIN, le projet Eco-Cité pourra accompagner pleinement le développement de Belval (*). Nous comptons également sur le groupement européen de coopération transfrontalière (GECT), qui doit voir le jour d’ici à la fin de l’année, et sur notre sélection dans le cadre de l’appel à projets lancé par le ministère de l’Ecologie, pour mener à bien l’urbanisation du secteur.

Quelles opérations programmez-vous ?

Les conseils communaux franco-luxembourgeois ont défini des priorités en matière de logement, de transports et d’environnement. A compter de 2013, nous prévoyons la construction d’une centaine de logements par an sur une zone de 100 ha, en veillant à des critères de mixité sociale et de qualité environnementale. Nous comptons implanter des activités de loisirs sur 350 ha et renaturer les berges de l’Alzette pour prolonger la coulée verte réalisée à Esch-Belval. Le contournement de Micheville, que le Grand Duché cofinancera à hauteur de 20 %, rejoindra fin 2012 le tunnel en cours de construction côté luxembourgeois, pour accéder à Belval à partir de la France.

Evoquée pour la première fois en janvier 2008 par François Fillon, la concrétisation du projet d’Eco-Cité ne tarde-t-elle pas ?

Côté luxembourgeois, l’émergence de Belval a mis plus de dix ans. Côté français, la réflexion sur la reconquête des friches a débuté lors de la fermeture de la dernière mine de fer en 1997. Nous parvenons aujourd’hui au stade de la réflexion d’Etat à Etat. Il faudra sans doute une dizaine d’années pour concrétiser le pendant français à Belval.

(*) Friche sidérurgique luxembourgeoise mitoyenne de la Lorraine, en phase de reconversion urbaine.